



Attestations et engagements
dans le cadre d'une demande d'aides
au titre de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Je, soussigné (nom, prénom et qualité)

.....

le cas échéant, agissant pour le compte de la société

atteste sur l'honneur que:

1. l'exécution du projet faisant l'objet de la demande n'a pas commencé à la date de dépôt de la demande d'aide et m'engage à ne pas commencer avant d'avoir pris connaissance de l'accusé de réception qui sera émis par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural;
2. l'entreprise requérante ne fait pas l'objet d'une injonction de récupération à la suite d'une décision antérieure de la Commission européenne déclarant une aide illégale et incompatible avec le marché intérieur ;
3. l'entreprise requérante ne constitue pas une entreprise en difficulté au sens du droit européen, telle que cette notion est définie notamment par l'article 2, point 14, du règlement (UE) n° 702/2014 ou du point 35, n° 15 des lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, ni ne fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ;
4. ne pas avoir sollicité ou perçu, ni solliciter pour le même projet et les mêmes investissements une autre aide
 avoir sollicité ou perçu ou prévoir de solliciter pour le même projet une aide auprès:
.....

m'engage à:

5. informer sans délai le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de toute modification significative du projet (réduction de l'envergure, interruption, arrêt du projet ...) ou de la situation financière de l'entreprise susceptible de compromettre l'exécution du projet ;

suis informé que:

6. les aides, majorées des intérêts légaux, devront être remboursées en cas de non-respect des conditions d'allocation de l'aide, conformément aux articles 74 à 76 de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales ;
7. des informations relatives au bénéficiaire, y compris son nom, percevant une aide dont le montant dépasse 500,000 €, seront publiées sur le site internet Transparency Award Module for State aid (TAM) de la Commission européenne ;

déclare que:

8. l'entreprise requérante est une

petite entreprise

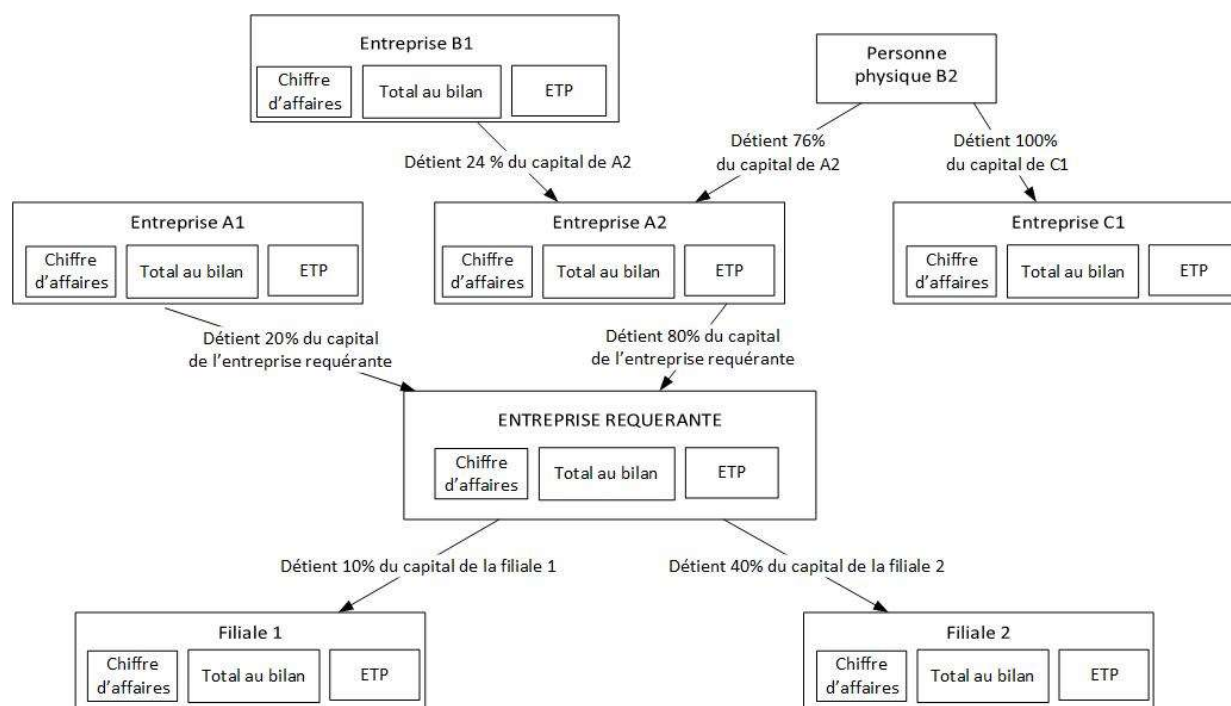
moyenne entreprise

grande entreprise

au sens du règlement grand-ducal 16 mars 2005 portant adaptation de la définition des micro, petites et moyennes entreprises

Fait à		le	
Signature(s) et cachet de l'entreprise:			

Exemple – Analyse PME/entité économique unique



Pour cet exemple : modèle de calcul et explications :

Entreprises	% des droits de vote à prendre en compte pour le Chiffre d'affaires, le total au bilan et le nombre d'ETP :	motifs
Entreprise requérante	100%	entreprise requérante
Entreprise A1	0%	participation < 25 % dans l'entreprise requérante
Entreprise A2	100%	participation > 50 % dans l'entreprise requérante
Entreprise B1	0%	participation < 25 % dans l'entreprise requérante
Personne physique B2	100%	participation > 50 % dans l'entreprise A2
Entreprise C1	100%	car participation de B2 >50% dans l'entreprise C1
Filiale 1	0%	participation de l'entreprise requérante < 25 %
Filiale 2	40%	25 % < participation de l'entreprise requérante < 50 %